

2 Débats

Nous sommes unis dans la lutte contre la crise du coronavirus

OPINION

En l'espace de quelques semaines, un virus apparu en Chine est devenu une pandémie mortelle aussi chez nous en Europe. Le danger ne connaît pas de frontières et concerne tous les Etats. Nous avons été contraints de redéfinir nos modes de vie. Les gouvernements ont pris des mesures radicales pour protéger les systèmes de santé et soutenir l'économie. Ces dernières semaines, j'ai trop souvent lu dans les médias suisses que l'Union européenne (UE) serait écartée de cette lutte contre

le virus, que l'Europe reviendrait à la primauté de l'Etat-nation, ou encore que certains Etats membres de l'Union auraient été laissés seuls. Je dois m'opposer fermement à ces affirmations!

Il est vrai qu'au début de la pandémie, qui n'a pas touché tous les Etats en même temps, les gouvernements de l'UE ont d'abord agi de manière autonome en introduisant des limitations pour les déplacements transfrontaliers ou en instaurant des contrôles à l'exportation de matériel médical. C'est compréhensible, car la politique de santé est un domaine qui relève de la compétence des Etats membres. Toutefois, il est rapidement apparu

que ces mesures unilatérales, affectant la libre circulation des biens et des services en Europe, exacerbèrent les problèmes au lieu de contribuer à leur solution.

La Commission européenne a pris une série d'initiatives et, avec le Conseil, est à la pointe de la lutte contre la pandémie. Le 15 mars, la Commission a adopté un régime européen de contrôle des exportations d'équipements médicaux de protection garantissant le libre-échange de ces biens au sein de l'UE.

Le 21 mars, l'UE a étendu ce régime à la Suisse et aux autres pays de l'AELE. Ces pays tiers sont exemptés de contrôles à l'exportation de l'UE. En effet, aucun Etat européen ne peut satisfaire seul ses besoins en matériel et équipements médicaux. Le bon fonctionnement du marché intérieur européen est l'arme la

plus puissante dans la lutte contre le virus.

Il en a été de même concernant les restrictions de déplacement dans l'espace Schengen. La réintroduction temporaire des contrôles de personnes aux frontières intérieures de l'UE a été considérée comme nécessaire pour endiguer la propagation du virus. Cela est explicitement prévu dans le Traité de Schengen en cas de situation d'urgence. A la suite de l'activation de cette clause par plusieurs Etats membres, la Commission a adopté, le 16 mars, des lignes directrices sur la gestion

des frontières. Outre des règles uniformes en matière de contrôle des personnes, celles-ci assurent la libre circulation des marchandises et des services essentiels, notamment par la mise en place des *green lanes*, des voies de passage pour les camions et la main-d'œuvre dans les professions essentielles. Ces règles sont essentielles aussi pour la Suisse, qui est fortement dépendante du commerce international et dont le système de santé repose sur un grand nombre de travailleurs frontaliers.

En outre, en quelques jours, la Commission européenne a lancé l'acquisition d'une réserve stratégique de respirateurs, de vêtements de protection et de médicaments. Elle a alloué environ 50 millions d'euros à la recherche et au développement de thérapies et de vaccins contre le coronavirus. Les institutions suisses participent à ce programme.

Les mesures prises par l'Union européenne pour atténuer les conséquences économiques et sociales de la crise et assurer une reprise rapide après la fin de l'état d'urgence sont tout aussi importantes. Grâce à une initiative d'investissement de 37 milliards d'euros, l'UE contribue directement à atténuer les effets de la crise. En autorisant rapidement les aides d'Etat temporaires aux entreprises et en suspendant les critères de Maastricht, la Commission a également ouvert la voie à des programmes d'aide à grande échelle par les Etats membres. La Banque centrale européenne a

mis en place un programme d'emprunt de 750 milliards d'euros destiné à soutenir les marchés financiers. Le Conseil européen du 26 mars a confirmé cette orientation et a commandé une feuille de route pour la sortie des mesures d'urgence, ainsi qu'un plan de redressement prévoyant des investissements sans précédent pour l'économie européenne.

Les signes de solidarité entre les Etats européens se multiplient. Plusieurs länders allemands ont accueilli des patients Covid-19 originaires d'Italie et de France, tandis que le Luxembourg et plusieurs cantons suisses ont accueilli des patients de l'Alsace voisine. L'Allemagne, la France et l'Autriche envoient des masques de protection en Italie et en Espagne. Les Etats membres de l'UE et d'autres pays européens, y compris la Suisse, se prêtent mutuellement assistance pour le rapatriement des touristes et des hommes d'affaires bloqués à l'étranger. Ces vœux spéciaux sont souvent coordonnés et partiellement financés par le Service européen pour l'action extérieure et la Commission.

Cette solidarité et l'action menée au niveau de l'UE sont beaucoup plus importantes et auront des effets plus durables sur la gestion de la crise que l'aide de certaines puissances extérieures, qui a été largement relayée par les médias. Nous ne devons pas occulter cette «politique de la générosité». Elle provient d'Etats qui, au moyen d'offres ponctuelles d'aide, cherchent à détourner leur propre responsabilité dans la crise du coronavirus et à gagner de l'influence géopolitique. Il n'en demeure pas moins que la coopération internationale reste importante, y compris au niveau mondial.

La crise du coronavirus offre une chance de prendre conscience de ce qui est vraiment important et de qui nous est le plus proche. Cette pandémie montre notre vulnérabilité, mais aussi le niveau d'interconnexion et d'interdépendance en Europe. Une crise qui ne connaît pas de frontières ne peut pas être résolue par des actions nationales isolées. Cela vaut aussi bien pour les Etats membres de l'Union européenne que pour les partenaires européens voisins étroitement liés à nous tels que la Suisse. Solidaire et unie, l'Europe va vaincre ce défi. ■

MICHAEL MATTHIessen
AMBASSADEUR DE L'UNION
EUROPÉENNE EN SUISSE
ET POUR LA PRINCIPALITE
DE LICHTENSTEIN

